

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-08-27-00002

Arrêté portant mise en demeure de la société
coopérative agricole SEVEPI à Bréval

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de la société coopérative agricole SEVEPI,
pour les installations classées pour la protection de l'environnement
qu'elle exploite à Bréval (78980) - 18 avenue Noël Duchesne

LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1996 autorisant la société COOPÉRATIVE AGRICOLE DES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES DE LA RÉGION DE BREVAL (SCAB), à exploiter des stockages d'engrais simples solides à base de nitrate sur la commune de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2002 autorisant la société COOPÉRATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SEINE CÉRÉALES à exploiter un séchoir double sous certaines dispositions sur son site de Bréval ;

VU le récépissé du 24 avril 2006 donnant acte à la société coopérative agricole SEVEPI de sa déclaration de changement de dénomination sociale, pour son site de Bréval ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 2009 mettant à jour le classement des activités exploitées par la société coopérative agricole SEVEPI, sur son site de Bréval ;

VU la décision du 1^{er} juin 2016 prenant acte de la modification de classement du site de Bréval suite à la modification de la nomenclature ICPE (rubriques 4xxx) par décret n°2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour les substances dangereuses transposant la directive SEVESO 3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2020-01-30-002 du 30 janvier 2020 autorisant la SCA SEVEPI à exploiter des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables sur le site de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2022-04-20-00010 du 20 avril 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la SCA SEVEPI pour le site de Bréval ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0385 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 juin 2024 faisant suite à la visite d'inspection, le 14 mai 2024 du site exploité par la société SEVEPI à Bréval (78980), 18 avenue Noël Duchesne ;

VU le courrier en date du 26 juin 2024 notifié le 28 juin suivant transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 12 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite de contrôle du 14 mai 2024 des installations exploitées par la société coopérative agricole SEVEPI à Bréval (78980), 18 avenue Noël Duchesne, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de porte de découplage entre la tour de manutention du silo Gillouaye et la galerie enterrée servant de liaison avec le silo Roulin ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle du 14 mai 2024, l'inspection a constaté que les bâches des murs de séparation de la case d'ammonitrate sont déchirées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection effectuée le 18 mars 2021, ce même constat avait été fait et avait conduit à une proposition de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les procédures mises en place par l'exploitant ne lui permettent pas de procéder au remplacement des bâches qui protègent les murs de séparation des cases de stockage d'engrais lorsqu'elles sont dégradées avant que la case concernée ne soit totalement vide ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société coopérative agricole SEVEPI, de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé et de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société coopérative agricole SEVEPI sise 18 avenue Noël Duchesne à Bréval (78980) est mise en demeure, pour ses installations exploitées à cette même adresse, de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2022 susvisé dans un délai de **trois mois** en mettant en place le dispositif de découplage prévu entre la tour de manutention du silo Gillouaye et la galerie enterrée servant de liaison avec le silo Roulin.

Article 2 : La société coopérative agricole SEVEPI sise 18 avenue Noël Duchesne à Bréval (78980) est mise en demeure, pour ses installations exploitées à cette même adresse, de

respecter les prescriptions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé dans un délai d'**un mois** en s'assurant que son organisation interne ou ses procédures lui permettent de procéder au remplacement des bâches qui protègent les murs de séparation des cases dès qu'une déchirure est observée.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (articles L.171-11 et L.521-20 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Bréval,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27/08/2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la chef de l'unité départementale,



Marielle MUGUERRA